

*Proposition présentée par les députés :  
M<sup>mes</sup> et MM. Daniel Sormanni, Ana Roch,  
Thierry Cerutti, Florian Gander, André Python,  
Francisco Valentin, Christian Flury, Jean-Marie  
Voumard, Françoise Sapin*

*Date de dépôt : 9 novembre 2020*

## **Proposition de résolution pour une augmentation de l'aide fédérale aux cantons suisses**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- l'intensité de la 2<sup>e</sup> vague et les effets du semi-confinement qui sont dévastateurs et vont engendrer une crise sociale sans précédent ;
- qu'il n'est donc plus suffisant aujourd'hui de se contenter de prêts remboursables et des RHT, il faut des aides directes, à fonds perdu, car autrement nous serons confrontés aux faillites en cascade avec leurs lots de licenciement massifs ;
- le fait que lors de la première vague la Confédération a débloqué des aides pour 60 milliards, dont seuls 30 ont été utilisés ;
- que les finances des cantons ont été durement mises à mal par la 1<sup>re</sup> vague,

invite le Conseil fédéral

- à augmenter son aide aux cantons et à la porter à 2 milliards ;
- à élargir l'aide à toutes les entreprises en difficulté.

## ***EXPOSÉ DES MOTIFS***

Mesdames et  
Messieurs les député.e.s,

Les effets du semi-confinement sont dévastateurs et vont engendrer une crise sociale sans précédent.

L'aide aux cas de rigueur proposée par la Confédération pour toute la Suisse est incontestablement insuffisante.

Nous demandons à la Confédération de mettre en place un plan d'aide digne de ce nom, car les 200 millions proposés, dont 13,8 pour Genève, sont une insulte aux citoyens de ce pays.

Lors de la 1<sup>re</sup> vague, la Confédération a débloqué des aides pour 60 milliards, dont seuls 30 ont été utilisés.

La 2<sup>e</sup> vague sanitaire est en passe d'engendrer une catastrophe économique et une vague sociale et de chômage.

Il n'est donc plus suffisant aujourd'hui de se contenter de prêts remboursables et des RHT, il faut des aides directes, à fonds perdu, car autrement nous serons confrontés aux faillites en cascade avec leurs lots de licenciement massifs.

Nos PME, nos petits patrons et leurs employés doivent être aidés, indépendamment de leur chiffre d'affaires, c'est la condition pour n'oublier personne.

Nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les député.e.s, à réserver un accueil favorable à cette nouvelle résolution.